Conférence nationale du PCF – 8 et 9 novembre 2014 - Montreuil

Intervention de Pascal Savoldelli sur les élections départementales de mars 2015

Chers camarades,

Je vais m'efforcer de prolonger l'intervention de Pierre en développant plus particulièrement l'enjeu des prochaines élections départementales dont il a souligné l'importance politique dans le contexte actuel : enjeu dans tous les nouveaux cantons et pour tous les départements…., c'est-à-dire dans l'ensemble du pays pour ouvrir des perspectives dans un esprit de conquête en confortant nos positions et en ambitionnant d'aller bien au-delà…
D'emblée, je tiens à souligner que les reculs du 1er Ministre sur l'avenir du département redonnent du relief à une élection dont l'intérêt pouvait être altéré par un certain fatalisme de « dévitalisation » et de disparition, c'est-à-dire de « mort annoncée » du département.
Ce n'est manifestement plus le cas ! Après son intervention au Sénat le 28 octobre, Manuel Valls vient ce jeudi de prononcer un discours au 84ème congrès de l'ADF dans lequel il a reconnu, je le cite, « l'importance des missions exercées par le Département », en annonçant que la réforme des territoires se ferait par étape, il a parlé, je le cite « d'évolution des départements » et non plus, comme jusqu'à présent, de leur suppression en 2020.
Le gouvernement reconnaît enfin le rôle déterminant joué par les départements pour assurer sur tout le territoire les solidarités sociales et territoriales, et pour contribuer à l'innovation des services publics locaux.
Il est clair également qu'il est conduit à tenir compte des très fortes mobilisations qui se sont développées partout en France, notamment en Val-de-Marne et l'Allier, pour exiger l'abandon de cette perspective de suppression des départements, bien que la question reste posée à terme dans les futures métropoles.
Cette évolution pèsera incontestablement dans les enjeux de l'élection départementale.
Découplée des régionales qui auront lieu en décembre 2015, ces élections départementales pourraient offrir à la droite et à l'extrême droite une mainmise sur tous les échelons territoriaux, si nous ne donnons pas le signe tangible d'une alternative crédible et mobilisatrice.
Mais, en début de seconde moitié du quinquennat de F. Hollande et en pleine crise globale de notre société…, elles peuvent toutefois constituer un tournant pour ouvrir des perspectives alternatives aux politiques d'austérité que subissent les populations de notre pays dans toutes les dimensions locales et nationales de leur vie quotidienne. Pas une alternative qui resterait « au-dessus des gens », ni à l'incantation.

I) Dans une France qui va mal, dont le peuple est déçu et désemparé en subissant l'inverse des promesses de changement, je vous propose, en amont de notre engagement dans ces élections départementales, de nous interroger sur ce que les couches populaires peuvent attendre concrètement de cette élection : je pense aux salariés, aux chômeurs, aux retraités, aux jeunes…., aux millions de citoyens attachés aux valeurs de gauche et qui ressentent l'urgence de faire quelque chose et ne peuvent pas se satisfaire du seul constat d'échec des politiques libérales d'un exécutif issu de la gauche.

C'est à cette attente que nous devrons répondre par une offre politique cohérente et unitaire entre le local, le départemental et le national, une offre autant subversive que populaire.

A) Cette interrogation peut paraître simple et habituelle. Elle ne l'est évidemment pas dans les évolutions préoccupantes, inédites, mais aussi contradictoires à bien des égards de la crise globale de notre société.

Peur, angoisse, chaos, confusion, régression, doute sur l'avenir, replis sur soi, sur la famille et sur la communauté, rejet de l'autre, de l'immigré….., malheureusement, aujourd'hui ce qui divise a pris le pas sur ce qui rassemble. Et, il nous faut rassembler !!

Le politique et la démocratie représentative dans une Vème République à bout de souffle …donnent une image de croissante impuissance, de lâcheté, de mensonge et de parasitisme…. Ils sont l'objet dans un rejet qui nourrit l'abstention et la simplicité absurde du recours au vote populiste. N'aurions-nous pas à développer l'idée que le FN est l'allier objectif de ceux qui veulent que rien ne change dans

ce pays ? Oui le FN, en jetant la confusion dans les esprits et en jouant sur les peurs, en exacerbant ce qui divise plutôt que ce qui unit, en pourrissant la juste aspiration à la protection dans tous les domaines de la vie, en brouillant les repères de classe, est un verrou ultra réactionnaire au déploiement d'une perspective de changement dans notre pays ?

Dans le même mouvement et de manière contradictoire se développent le rejet de la mondialisation, l'envie d'autre chose, la recherche d'une sortie du capitalisme et du libéralisme ravageur, sans forcément identifier et mettre un nom sur l'issue de cette sortie. Emergent aussi des besoins nouveaux de protection sociale, d'entraide et d'égalité, de démocratie directe au plus près de la vie des gens, dans la ville, le quartier et l'entreprise. Là est peut-être l'alternative ?

B) Ce climat et ces contradictions ont leur corollaire dans les évolutions de la crise politique.

1) Celles-ci est incontestablement marquée par la crise des appareils politiques et du système politiques avec :

Un PS soumis à des tensions inédites et à une hémorragie de militants.

Des Verts divisés qui alternent des professions de foi enflammées contre le gouvernement avec des positions parlementaires qui se gardent bien de gêner Valls.

Une droite traversée par des enjeux de personnes mais qui surfe sur la déception ambiante pour reconquérir, avec le soutien du MEDEF, tous les espaces de pouvoir : municipales, départementales, régionales dans la perspective des échéances nationales.

Un FN qui met en œuvre une stratégie de conquête du pouvoir de la commune au sommet de l'Etat. Un FN qui a l'ambition d'avoir des candidats dans tous les cantons…, qui peut atteindre des niveaux très importants aux élections départementales et alimenter un grand nombre de duels. Il n'y aura en effet pas ou très peu de triangulaires du fait du faible taux de participation et de la règle des 12,5 % des inscrits pour que le candidat arrivé en 3ème position puisse se maintenir au 2ème tour.

2) Mais dans cette crise politique qui nourrit l'abstention, se développent des espaces de résistances et de luttes.

Certes, ces espaces sont encore trop éparpillés et parfois pas assez affirmés…. Mais ils sont porteurs de constructions citoyennes et politiques nouvelles à gauche… que nous devons voir, entendre et comprendre pour être en phase avec ce qui bouge et prend progressivement forme dans des pans entiers de notre société : dans le monde associatif, parmi toutes celles et ceux qui pensent et agissent pour l'émergence d'un autre monde, que ce soit au plan économique, social, ou environnemental….

Il y a partout des gens qui s'activent sur des bases et dans un sens que nous partageons, et avec qui nous pouvons nous comprendre, échanger et agir. Ensemble.

Il y a tous ces simples citoyens qui aspirent à trouver leur place dans un collectif de refus de l'austérité et de construction d'un monde plus juste.

Cette mobilisation large et ouverte, est aujourd'hui, partout, dans les villes et à la campagne, un enjeu de classe !

Le vote de mars prochain est donc, un enjeu de classe, dans lequel doivent se reconnaître les électeurs du PCF et du FDG, mais aussi de nombreux électeurs socialistes, écologistes, républicains, des abstentionnistes qui cherchent une réponse forte et audacieuse… en attente d'une offre politique claire, crédible, dynamique et rassembleuse !

II) La confrontation électorale relève bien du pouvoir, donc de la lutte des classes. Du pouvoir en faveur de qui ? Du pouvoir par qui ?

A) D'une manière générale, dans notre action de tous les jours, nous sommes devant un impératif de rassemblement des victimes de l'austérité et du libéralisme.

Cela va passer par la campagne, puis par le vote aux élections départementales. Dans les jours et les mois qui viennent, l'interdépendance des idées, la volonté de rassembler et la capacité militante.., seront les conditions du retour à la confiance, de l'espoir dans un vouloir vivre ensemble collectif. Interdépendance, c'est réciprocité, c'est nécessité pour une concrète efficacité.

Du local au national, c'est le niveau et la force de cette dynamique qui détermineront la forme et l'ampleur que peut prendre la contestation de l'austérité et la perspective d'alternative.

Il n'y a pas de fatalité d'un raz de marée de la droite et du FN. Certes le capital et les droites ont gagné des batailles idéologiques et politiques aux municipales et aux européennes… Le duo Hollande/Valls

tire à droite.
Mais dans cette partition, les ¾ des citoyens sont parfaitement capables de se situer dans un clivage droite/gauche (IFOP septembre 2014). Et au sein de la gauche, les repères sont profondément différenciés par un univers de références autour des valeurs de solidarité, d'égalité et de laïcité.
Dire comme l'affirment certains, qu'il n'y a pas d'alternative possible, c'est être sourd aux 71 % de français qui pensent à l'inverse qu'il est possible de mettre en place une politique qui corresponde à leurs attentes.
Le silence n'est pas synonyme de résignation des citoyens de gauche ignorés et blessés. C'est pourquoi, il est essentiel de partir des besoins des citoyens, en les confrontant à ce qui fait obstacle pour y répondre. Et en proposant des réponses concrètes, argumentées, pour leur donner forme en luttes, en rassemblement et en offre politique.

B) Des préoccupations et des attentes prioritaires émergent dans notre société. Il est important de bien les percevoir et de les comprendre, de bien les écouter et les entendre, pour pouvoir exprimer les propositions de réforme attendues dans les catégories populaires de la population.

Dans la période actuelle, et donc à l'occasion de ces élections départementales, il va être essentiel de s'emparer de ces thématiques pour crédibiliser une action politique alternative à celles du gouvernement et des marchés financiers.
Les campagnes que nous allons mener doivent donc être très politiques dans un effort permanent de lien entre les enjeux locaux et leurs dimensions bien plus larges aux plans économiques, sociétaux, territoriaux… Comment pourrions-nous par exemple multiplier les propositions programmatiques dans nos départements, dans nos cantons…sans, à un moment, mettre en débat la question de la compétence générale des Conseils départementaux ou celle de leur financement ?
Toutes les formes d'expression et de lutte montrent que les catégories populaires de la population, victimes des politiques libérales, souhaitent entendre un message audible et crédible sur cinq principaux sujets :

l'amélioration du pouvoir d'achat (amélioration nationale des revenus les plus faibles ; exigence d'une réforme fiscale qui lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, qui impose davantage le capital, qui rende plus progressive la TVA… Chacune et chacun d'entre nous a pu constater que monte de plus en plus l'idée qu'il faudrait sanctionner ceux qui, d'une manière ou d'une autre, profitent du système). Protéger le pouvoir d'achat, c'est protéger les politiques sociales. C'est défendre les services pulics en voulant toujours améliorer leur efficacité.

Ne conviendrait-il pas de réfléchir à une fiscalité plus éthique et sélective que mécanique par seule redistribution, en aidant celles et ceux qui font des efforts et alimentent positivement le circuit économique et social ?

Garantir la reconquête du droit à l'emploi appelle de notre part des actions offensives pour exiger, sur tous les territoires, des embauches là où des fonds publics ont été déversés sans compter durant des années. C'est aussi une bataille pour l'investissement créateur d'emplois pérennes et pour le développement de secteurs où les besoins populaires sont immenses, et qui sont convoités par le capital. Je pense tout particulièrement à l'aide à la personne dans tous les âges de la vie. C'est un besoin qui devrait nous conduire à travailler, à partir des territoires, la construction d'un grand service public national décentralisé: « un service social général », hors des logiques marchandes.

Dénoncer les reculs industriels et les délocalisations, mettre en débat des solutions pour l'investissement et la production en France, la taxation des importations et la mise sous contrôle public des secteurs stratégiques. Etre audacieux sur une nouvelle industrialisation et un nouveau modèle agricole.
Promouvoir tous les territoires dans une coopération choisie et continuons à démontrer que les départements ruraux sont innovants, attractifs et constituent une véritable alternative, pour un nécessaire équilibre entre territoires ruraux et grands pôles urbains.

Avoir le droit sur tout le territoire, dans toutes les communes, dans tous les quartiers au même accès égal à des services publics de qualité.

Instaurer de nouveaux mécanismes démocratiques qui permettent, non seulement d'écouter en permanence les attentes et les besoins, mais aussi et surtout de partager les

pouvoirs, créant des liens directs avec les citoyens ou les salariés : Le thème d'« une nouvelle société avec tous » peut très bien déboucher, par exemple, sur un mot d'ordre ou un slogan du parti : « PCF, l'espoir d'une nouvelle société de progrès avec toutes et tous ».

Plus largement, entendons ce que recouvrent nombre d'attentes exprimées dans nos villes et nos quartiers. En marge des réponses individuelles et de divisions, elles appellent très souvent un élargissement et une plus grande efficacité du Service Public. Ne dévoyons pas cette aspiration par des slogans tout faits. Mais travaillons à des propositions précises, concrètes pour le quotidien de chacun. Attelons-nous à repérer ce qui peut mettre en mouvement nos concitoyens…
En portant dans la campagne électorale puis dans les futures assemblées, des propositions novatrices, ancrées dans la vie des gens et partant de leurs besoins, nous nous inscrirons dans une dynamique de compétence générale, qui dans les faits s'oppose à son abandon dans le projet de réforme territoriale du gouvernement.

III) Dans quel département, dans quel territoire et dans quelle société on veut vivre ?….sont des questions extrêmement liées. Dans leurs spécificités et dans leur unité, chacune envoie un signal d'urgence à s'unir pour une alternative.

Malgré de fortes atténuations dans les récents discours de Manuel Valls, les départements restent de différentes manières dans le collimateur de la réforme territoriale et de l'affirmation des métropoles. Ils le sont dans leur champ de compétences (loi NOTR) et encore dans l'existence même des assemblées départementales dans les métropoles, à l'horizon 2021, au terme du mandat de 6 ans des conseillers qui vont être élus en mars.
Rien n'est joué. Loin de là…, au vu des reculs et des retournements du gouvernement sous la pression d'élus de tout bord et de l'ADF.
Quoi qu'il en soit, en mars s'ouvrira une mandature dont l'importance ne peut d'aucune manière, être minimisée.
Au contraire, les futurs conseillers départementaux auront un rôle considérable à jouer dans la défense et l'essor de la décentralisation, c'est-à-dire de la démocratie locale et du service public. Ils pourront être des points d'appui solides pour élaborer avec les habitants des projets d'amélioration de leur vie quotidienne et des territoires. Et ainsi jouer un rôle positif dans tous les registres de la transformation sociale et institutionnelle contre les projets de « dévitalisation » de l'action publique au profit des appétits privés, et ce, dans un calendrier politique qui va être très chargé, surtout en 2017.

Les départements, c'est aujourd'hui 72 milliards d'argent public par an, à conserver dans la sphère publique sinon livrer à la sphère privée. C'est un enjeu considérable ! C'est un soutien au monde associatif qui est menacé par des dizaines de milliers de licenciements, aux communes, à la création culturelle, au sport…. C'est un pilier de la solidarité et un échelon parfaitement pertinent pour concevoir, avec les autres collectivités territoriales et les acteurs des territoires, des projets très opérationnels et utiles d'équipement et d'aménagement.

C'est aussi l'acteur essentiel du parcours social individuel et collectif, à tous les âges de la vie, et quel que soit son statut. C'est un enjeu de gestion et de lutte que nous devons porter au bon niveau.
Le concept de département issu de la révolution française et nourri par les lois de décentralisation de 1982/83 s'est inscrit profondément dans les réalités vitales des habitants, dans leur imaginaire et dans leur identité. Les trois départements de la petite couronne crées en 1965 en Ile-de-France se sont, en 50 ans, parfaitement intégrés à l'ensemble. Ils relèvent de problématiques communes qui nous font penser, par exemple en Val-de-Marne avec le Président Favier, en termes de nécessaire développement de la collectivité départementale dans la métropole du grand Paris. Nous disons OUI pour coopérer plus et mieux dans les grandes agglomérations. Mais c'est évidemment NON pour effacer une collectivité et son service public sans démontrer qu'une alternative pourrait être plus efficace pour les populations.

IV) Quel engagement communiste dans les départementales.

A) Nous pensons que le principal critère des candidatures que nous allons présenter ou soutenir doit être dans la perception que l'électorat en a.
Dans cet esprit, nous souhaitons qu'elles soient crédibles et légitimes pour sortir l'austérité du département, pour construire du commun et permettre de s'unir pour une alternative au déclin.

Cela suppose que nos candidat(e)s soient clairement identifié(e)s par les luttes locales et nationales, par leur présence connue et reconnue, par un effet de reconnaissance parmi les salariés, les jeunes, les personnes issues de l'immigration, de l'Outremer….Des candidat(es) qui incarnent le collectif, la sincérité, la fraternité, la diversité et l'unité de notre peuple. Des candidats (es) qui s'engagent en faveur d'un unique intérêt, celui de l'intérêt général, celui l'intérêt commun. Des candidats (es) qui ont du courage, celui de vouloir avec authenticité bouleverser l'ordre social et politique.
Nous devons concevoir la construction des candidatures en affirmant et en concrétisant la promotion des victimes de l'austérité.
Au-delà des candidatures présentées ou soutenues par le PCF ou le FDG, en particulier avec de nombreux élus sortants qui ont fait preuve de leur utilité, on doit pouvoir faire preuve d'audace en allant vers des personnalités locales, vers le monde associatif et syndical….qui recèlent d'élus potentiels, déjà reconnus par les populations pour leur engagement, leur comportement, leur capacité à rassembler et mobiliser.

B) Le nouveau découpage et le mode de scrutin vont modifier les habitudes tant sur « le terrain » que dans la conception de la candidature elle-même.
Les candidats titulaires seront à égalité, sans tête de liste.
La constitution de binômes avec leurs « remplaçants », appelés à être réellement des remplaçants en cas de besoin, peut être sujet à d'éventuelles alliances. Notamment quand il y a des rapports de force très favorables à la droite et au FN.
Ce peut être aussi le cas lorsque, seul, nous risquons d'être en 3ème position sans pouvoir nous maintenir au 2ème tour, faute d'avoir obtenu 12,5 % des inscrits au 1er tour.

La multiplication de 2e tour entre la droite et le FN, ne ferait qu'accréditer l'idée que toute perspective politique de changement à gauche serait impossible dans notre pays.
C'est pourquoi, dans ces cas difficiles et qui doivent rester limités, nous devons, en toute responsabilité et en évitant toute confusion politique, poser publiquement la question de la meilleure configuration des candidatures à gauche dès le 1er tour.
Eviter toute confusion politique, cela veut dire qu'il ne peut, en aucun cas, y avoir de notre part un quitus de la politique gouvernementale, sous quelque forme que ce soit.
Dans tous les cas de figures au 1er tour, nous devons affirmer que seule la résistance et la lutte contre les politiques d'austérité peuvent permettre de battre durablement la droite et l'extrême droite.

Dans la construction des binômes et de leurs remplaçants, cela pourra prendre la forme d'un pacte d'engagements, fondamentalement construit avec les citoyens, assis sur la diversité et la juste répartition des forces de gauche et d'acteurs de la société civile.
Dans tous les cas, il convient de mettre les alliances entre les mains des citoyens.

C) Sur le plan pratique :

En décembre, sera mis à disposition de chaque militant un livret, avec des infos pratiques et de fiches.
Dès à présent, les directions sont invitées à responsabiliser chaque adhérent dans ce qu'il pourra apporter dans la campagne, à conférer à chacune et chacun une vraie légitimité de pensée et d'action qui est une condition essentielle de l'intelligence collective et de l'efficacité que nous recherchons dans le rassemblement.

Cela peut se concrétiser par un travail sur les listes électorales, un suivi des inscriptions, des appels, des invitations…, autant de contacts et d'échanges indispensables.